



Prospective/ Prospective/ Prospectiva

Les projets éducatifs territoriaux au cœur de l'animation en Guyane et aux Antilles françaises

Christian Cécile

Université des Antilles et de la Guyane, France
christiancecile@gmail.com

Les sociétés françaises d'Amérique (Guyane, Martinique, Guadeloupe) présentent depuis des décennies des contextes socio-économiques et environnementaux fragilisés. Entraînées dans des postures consuméristes, ces territoires postcoloniaux relèvent d'un modèle d'importation immuable. Les situations d'inadaptation qu'on y observe constitue pour l'animation des terrains propices au développement de projets innovants. Toutefois, les acteurs politiques et certains corps professionnels sont réticents à reconnaître à l'animation socioculturelle sa place dans le champ du travail social. La réponse consiste alors à montrer à quel point l'animation nourrit la dynamique de l'intervention sociale. Son enjeu principal est de développer un projet éducatif territorial ancré dans la démocratie participative. Marie-Galante, île dépendante de l'archipel guadeloupéen, sert d'illustration.

Mots-clés : travail social, animation sociale et socioculturelle, territoires postcoloniaux, démocratie participative.

French territories in the Americas (Guyana, Martinique and Guadeloupe) have for decades been exposed to fragile socio-economic and environmental conditions. Driven by consumerist attitudes, these postcolonial territories are part of an immutable import model. Situations of inadaptation observed there constitute for the sociocultural community development of the grounds conducive to the development of innovative projects. However, political actors and some professional orders are reluctant to recognize sociocultural community development its place in the field of social work. The answer is to show how much this work feeds the dynamics of social intervention. Its main challenge is to develop a territorial educational project anchored in participatory democracy. Marie-Galante, an island dependent on the Guadeloupean archipelago, serves as an illustration.

Keywords: social work, sociocultural community development, postcolonial territories, participatory democracy.

Las sociedades francesas de América (Guayana, Martinica y Guadalupe) presentan desde hace décadas contextos socioeconómicos y medioambientales fragilizados. Arrastrados por posturas consumistas, estos territorios poscoloniales se encuentran en un modelo de importación inmutable. Las situaciones de inadaptación que se observan constituyen para la animación de los terrenos propicios al desarrollo de proyectos innovadores. Sin embargo, los actores políticos y algunos cuerpos profesionales son reacios a reconocer la animación sociocultural su lugar en el campo del trabajo social. Entonces, la respuesta consiste en mostrar hasta qué punto la animación alimenta la dinámica de la intervención social. Su principal reto es desarrollar un proyecto educativo territorial anclado en la democracia participativa. Marie-Galante, isla dependiente del archipiélago de Guadalupe, sirve de ilustración.

Palabras clave : trabajo social, animación social y sociocultural, territorios postcoloniales, democracia participativa.

Introduction

Les conflits sociaux contemporains et les problématiques qu'ils déclinent constituent pour l'animation sociale et socioculturelle un nombre incommensurable de motifs d'agir. Plongées dans une globalisation toujours plus intense et quelles que soient leurs conditions socio-économiques, politiques et culturelles, toutes les sociétés sont soumises au même diagnostic : le modèle de développement qu'elles portent débouche inexorablement sur des dysfonctionnements susceptibles de mettre en péril la survie même de l'*homo sapiens*. Bien entendu, le « chaos » annoncé (Guédon, 2023) présente des tableaux différents selon les latitudes. Il existe déjà des territoires où l'accompagnement des publics s'avère vital tant la cohésion entre les groupes est altérée. Cela concerne, en général les grandes agglomérations où interagissent des cultures urbaines encourageant des postures individualistes et compétitives. Ces villes bouillonnantes finissent par s'envelopper d'une atmosphère matérialiste et consumériste (Perret, 2018) qui, subrepticement, mettent en marge les populations infortunées. Les zones rurales ne sont pas en reste et charroient, elles aussi, leurs conflits et leurs incohérences. Elles sont gagnées par la digitalisation et l'économie capitaliste. Inexorablement, elles sont conquises par une dynamique englobante et sont soumises à des aménagements territoriaux normés.

Anciennes sociétés esclavagistes et coloniales, les régions françaises d'Amérique (Guyane, Guadeloupe, Martinique) présentent des particularismes (pluralisme, autochtonie, insularité...) qui, à bien des égards, complexifient leur situation générale. Placées au nord-est de l'Amérique du Sud pour la Guyane et sur l'Arc des Petites Antilles pour la Martinique et la Guadeloupe, elles forment avec d'autres territoires l'entité de l'Outre-mer. Avec une économie principalement d'importation, elles présentent un bilan socio-économique dégradé. La vie sociale en est fortement impactée : le taux de chômage est élevé, la précarisation des familles gagne du terrain et l'esprit contestataire se manifeste de manière récurrente avec, parfois, des mouvements longs et tendus.

Face à un terrain social aussi difficile, il est utile d'interroger les politiques publiques jusqu'ici développées. Quelle place l'animation sociale et socioculturelle (ASSC) occupe-t-elle dans les dispositifs déployés ? L'observation des politiques sociales dans les territoires d'Outre-mer fait explicitement ressortir des actions majoritairement curatives. Les carences et les difficultés sociales sont telles que le versement de prestations catégorielles (famille, travail...) apparaît comme la réponse idoine. Ce positionnement curatif est porté aux dépens d'une intervention sociale axée en amont, c'est-à-dire dans l'acte d'éduquer. En effet, l'animation sociale et socioculturelle n'est pas visible dans les différents dispositifs en place (Gillet, 2006). Quels projets d'animation élaborer ? Quelles pratiques, méthodes et principes préconiser pour qu'elle soit mieux reconnue ? Pour répondre à ce questionnement, nous allons d'abord nous intéresser à la visibilité de l'ASSC dans ces territoires. Comment est-elle représentée ? Dans quels canaux prend-elle sa place dans le paysage socioculturel ? Comment les actions de l'animateur professionnel pourraient-elles être plus efficaces ?

Nous projetons l'ASSC dans une démarche territorialisée, où l'animateur professionnel, qui se nourrirait encore plus de son énergie militante, gagnerait sa place dans l'élaboration et la conduite des politiques éducatives. Pour illustrer ce positionnement, nous prenons le cas de Marie-Galante, dépendance de l'archipel guadeloupéen où l'idée d'un Projet Éducatif Territorial autour de la mare est suggérée comme une réponse adaptée à son contexte difficile. Au-delà de la question de l'eau, de la valorisation patrimoniale et culturelle, le grand enjeu est de façonner un terrain où plusieurs acteurs institutionnels (École, associations, collectivités...) s'affaireront à la fois à transmettre des

savoirs fondamentaux, culturels, artistiques ou écologiques pour combattre le délitement du lien social et vivifier le vivre ensemble.

L'ASSC : un concept minoré

Le travail de terrain conduit auprès des acteurs institutionnels guyanais et antillais pour l'optimisation de l'ASSC a souvent mis en exergue des représentations ambiguës. Un responsable académique, par exemple, ignorait que la formation de l'animateur professionnel relevait d'un diplôme universitaire national. Le directeur d'une institution d'insertion professionnelle mentionnait, lui, qu'au vu de la conjoncture sociale et économique, la formation d'animateurs sociaux et socioculturels n'était pas une priorité. Le pays (Guyane), rajoutait-il, avait davantage besoin de conseillères en économie sociale et familiale. La sphère politique à travers certaines postures de conseillers territoriaux délégués aux affaires sociales et à la culture laisse aussi transparaître une méconnaissance du concept de l'animation et une minoration de sa pratique.

Plus encore, des quiproquos sont relevés au sein même de la famille professionnelle de l'Intervention sociale ou du Travail social. Dans la riche typologie des métiers du social, l'ASSC occupe une place à part. Ni préventive, ni réparatrice, elle serait occupationnelle. Elle n'entrerait pas, dès lors, dans les dispositifs prioritaires ou urgents. En tous les cas, les politiques sociales déclinées par les collectivités locales et territoriales appellent des professionnels inscrits principalement dans le curatif (assistante sociale, éducateur spécialisé, conseillère en économie sociale...). Une étudiante diplômée du DUT carrières sociales, parcours animation sociale et socioculturelle témoignait dans un dossier de validation des acquis et de l'expérience (VAE) qu'après quatre années faisant fonction d'éducatrice spécialisée, ses compétences inhérentes à sa formation d'animatrice n'étaient pas prises en compte par son employeur. Aussi pour gagner une reconnaissance professionnelle, elle a fait le choix de constituer un dossier « VAE ».

En général, tous ces acteurs institutionnels maintiennent l'ASSC au stade de l'accompagnement ludique d'enfants et d'adolescents. C'est la première représentation qu'ils en ont. C'est le statut de l'animateur « amuseur », celui qui occupe à bon escient le temps libre. Ce regard nous renvoie, entre autres, à l'animation développée dans les centres aérés ou de vacances dirigés, le plus souvent, par des encadrants titulaires du brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD) et du brevet aux fonctions d'animateur (BAFA).

En fait, l'histoire du travail social en France dépeint explicitement cette différenciation entre les métiers du social à vocation réparatrice et ceux relevant de situations rattachées au temps libre (loisir, sport...). Les sources idéologiques du travail social emblématisées par la charité chrétienne et la philanthropie inscrivent les premiers métiers du social dans la lutte contre la précarité et la pauvreté. Les infirmières, les assistantes sociales et les éducateurs spécialisés ont été les pionniers de cet accompagnement public auprès des plus défavorisés. Insidieusement, un pré carré des métiers du travail social s'est constitué. Confortés par un riche cadre réglementaire et une diplomation étatique et universitaire, ces métiers jouissent d'une légitimité professionnelle sociale et populaire.

L'appartenance de l'animation au champ du travail social n'étant pas toujours explicite, elle est davantage représentée à travers les occurrences « culture » et « loisirs » et voit encore sa dimension sociale minorée. Ces représentations se dissiperont forcément avec sa dynamique associative et son enracinement populaire. Les projets adaptés, innovants et avant-gardistes qu'elle

développe la propulsent inexorablement à une place stratégique dans le champ de l'Intervention sociale ou du Travail social.

L'animation : épicentre du travail social ?

Parue en 1972, la revue *Esprit* intitulée *Pourquoi le travail social ?* éclaire notre questionnement. Elle permet notamment d'aiguiser le sens même du travail social. D'emblée, nous pouvons nous appuyer sur la définition qu'elle suggère : « Par travail social nous entendons d'abord toute action organisée qui vise à réduire une inadaptation quelconque ou qui est préventive de l'inadaptation d'un individu ou d'un groupe ». L'inadaptation est une idée simple et juste qui à elle seule permet de saisir ce à quoi le travail social sert. Avec une approche sociologique, nous comprenons que l'inadaptation se pose telle une situation anormale (Durkheim, 1985). De premier abord, elle s'oppose à l'ordre établi et est potentiellement source de perturbations à la fois collectives et individuelles, de troubles sociaux susceptibles d'altérer les différents processus de socialisation.

Face à des inadaptations sociales, les acteurs institutionnels s'appuient ainsi le plus souvent sur une intervention réparatrice. Cette stratégie de réparation est à coup sûr utile et constructive, mais elle ne peut être exclusive. L'axe préventif est l'autre face indissociable de l'agir du travailleur social. Il prend une place déterminante dans l'acte d'éduquer. Il suppose la prise en compte et la maîtrise d'un grand nombre de valeurs, de règles, de normes, de codes, de rites et de rituels. L'enjeu consiste à utiliser à bon escient l'ensemble de ces éléments et de donner sens aux relations qu'ils nourrissent. En somme, il s'agit de considérer l'être dans ses conditions sociales et culturelles afin de rendre possible son adaptation.

Alors, au-delà de la dimension sociale, l'inadaptation s'observe au niveau culturel. Et c'est précisément dans cette sphère culturelle que l'animation ancre son particularisme. Ici, c'est le regard anthropologique qui permet de considérer à quel point la condition humaine est indéfectible de son milieu global (physique, culturel, social). La cohésion des organisations sociales passe par l'interaction entre des éléments matériels et immatériels. On admet souvent qu'il est utile pour toutes les espèces d'être adaptées à leur milieu. Leur survie en dépend.

Plus explicitement, l'ASSC dans sa mission d'accompagnement s'inscrit dans une démarche de projet. C'est le canal idéal pour stimuler l'agir de tous les protagonistes : politiques, associatifs, entreprises, bénévoles. Probablement, la meilleure façon de définir l'animateur social et socioculturel est de le présenter comme un porteur de projets sociaux, culturels et humains.

Selon les contextes diagnostiqués, les projets qu'initie l'animateur peuvent prendre des contours spécifiques. Toutefois, eu égard à la conjoncture internationale très défavorable présentée dans notre propos introductif, nous exposons ici un projet innovant fondé sur une démarche ancrée. Il s'agit d'un projet éducatif territorial qui appelle une forte implication de l'animateur professionnel tant auprès des acteurs politiques que de la population.

Le projet éducatif territorial : le cas de Marie-Galante

Ce projet éducatif territorial est né d'une enquête ethnographique conduite sur les mares mariegalantaises. Les données recueillies dépeignent une société fragilisée dans sa structure économique, son organisation sociale et son état environnemental. L'encerclement océanique de cette île de 158 km² engendre des modifications physiques bien visibles. L'érosion de sa zone côtière, aggravée

par de fortes houles, et l'élévation du niveau de la mer constituent les deux principaux facteurs de sa vulnérabilité. Il va de soi que les changements économiques et urbanistiques survenus en son sein revêtent une importance cruciale.

Diagnostic et questionnement

Notre questionnement trouve donc une résonance dans les débats inhérents à la problématique mondiale de l'eau. Petit territoire insulaire, la Guadeloupe est au cœur de cette interrogation. Marie-Galante avec sa double insularité l'est davantage encore. Notre analyse entend dégager quelques repères pouvant nourrir objectivement la réflexion. En quoi les mares constituent-elles des réponses idoines face aux problèmes structurels relevés ? Comment pourraient-elles, dans une démarche systémique, reprendre leur place et jouer un rôle spécifique ? Au-delà du volet économique et social, l'intérêt est de chercher à user positivement de leur valeur symbolique et éducative. Les *moun a ma*, détenteurs de savoirs, savoir-faire et savoir-être, peuvent être des opérateurs modernes capables de développer autour des mares des activités et des pratiques nouvelles.

Bien évidemment, nous entendons mettre nos perspectives en lien avec la politique d'aménagement territorial de la Région Guadeloupe. Certaines évolutions sociales, communes à de nombreux territoires, interrogent et ont un impact sur le « vivre ensemble ». La démarche réflexive et innovante sur la question de l'eau nous conduit vers des problématiques primordiales :

- l'accentuation des questionnements autour des familles : monoparentalité, responsabilités éducatives, décohabitation, ruptures familiales.
- la place des jeunes dans la société et la question de l'intergénérationnel.
- le développement de la précarité et le renforcement des enjeux de la relation à l'école et de l'insertion dans le monde professionnel.
- le vieillissement de la population.
- l'amplification des préoccupations relatives au développement durable.

Pour traiter ces problématiques interreliées, la mare constitue un point d'entrée, voire un objet fédérateur propice à la démarche éducative.

La mare : un objet fédérateur

Notre démarche d'animation consiste à suggérer à la communauté marie-galantaise une idée de projet soutenue par un diagnostic et titrée : Projet éducatif territorial. Nous avons choisi la mare comme objet fédérateur. Comment peut-on la définir ?

La mare tel un témoin oculaire raconte l'histoire populaire de la société guadeloupéenne. Encore dans les années 1970, elle constituait un élément structurant du quotidien de nombreuses familles. Beaucoup d'entre elles, et en particulier celles installées en zone rurale, n'étaient pas raccordées au réseau de distribution d'eau courante. Ainsi souvent, l'eau nécessaire à leurs besoins domestiques étaient puisée dans des mares. Elles constituaient ainsi des espaces partagés avec leurs propres pratiques et rites. Les femmes et les enfants, généralement chargés de ce *chayé dlo*¹, empruntaient un sentier qui amenait directement à la mare. La prise de l'eau, elle, répondait à un

1. L'expression « chayé dlo » qui se traduit littéralement par « charroyer de l'eau » est un terme générique qui désigne l'action de puiser de l'eau dans une mare ou une fontaine publique.

rituel. Elle se faisait toujours au même endroit, un point toujours distant de celui où s'abreuyaient les bœufs. On accédait à ce coin choisi soit à la faveur de grosses pierres, soit en utilisant un long bâton au bout duquel était fixé un petit *coui*². L'eau à cet endroit, généralement encerclée de nénuphars, était puisée au gré de techniques au sein desquelles le corps prenait une place majeure (jeux des bras et des mains).

Au-delà du *chayé dlo*, la mare prend sa place dans l'environnement social et revêt, en définitive, une valeur identitaire. Elle agrémente, tels les récits, les chants, les contes, les croyances et les fêtes.

Assumant une fonction sociale majeure, la mare rassemble les êtres humains et le territoire. Il n'existe pas de lieux d'habitation à Marie-galante qui ne soit pas à proximité d'une ou plusieurs mares. En 2001, la direction régionale de l'environnement en recensait 586 pour un total de 2 688 sur l'archipel guadeloupéen. À Marie-Galante, les mares font à la fois partie des écosystèmes et de l'organisation sociale. Toutes ces interactions entre l'humain, les mares et les lieux de vie nous permettent, en l'occurrence, de bien saisir la question de l'adaptation au milieu évoquée plus haut.

Les données de notre enquête de terrain, les situations qui la composent et les interconnaissances qu'elle a produites nous invitent à proposer *Ma Bambou* (Mare Bambou) au lieudit Goverlo de la ville de Saint-Louis comme le principal ancrage de ce projet. C'est un des terrains des *moun a ma*³, détenteurs de savoirs, savoir-faire et savoir-être. Des acteurs pressentis pour être au cœur du projet (participation des habitants) et perçus comme des opérateurs modernes capables de développer autour des mares des activités et des pratiques nouvelles.

Conformément au principe de démocratie participative décrit, nous ne posons là qu'un cadre initial nullement figé, plusieurs mares au gré de leurs caractéristiques propres et d'autres lieux peuvent aussi constituer des sites opportuns.

Ma Bambou est situé au lieudit Goverlo (Saint-Louis de Marie-Galante). Ce hameau, principalement peuplé par la paysannerie cannière, est un lieu de vie à forte dimension sociale, culturelle et historique. Le grand enjeu consiste à amener ce lieudit à constituer un premier foyer qui interagira sur l'ensemble du territoire marie-galantais. La perspective à long terme étant de diffuser ce modèle sur l'ensemble du territoire insulaire guadeloupéen.

Quels sont les objectifs visés ?

Généraux

- Favoriser l'innovation sociale dans l'usage et la gestion de l'eau.
- Optimiser l'insularité marie-galantaise et guadeloupéenne plus généralement en soutenant un développement territorial adapté.

Spécifiques

- Placer au cœur du projet éducatif territorial la mare comme épicerie.
- Contribuer à l'émergence de lieux de vie régulés où interagissent des pratiques anciennes et contemporaines.

Opérationnels

- Activités d'animation sociale et socioculturelle.

2. Bol constitué à partir de la calebasse.

3. Les gens des mares. Les gens qui vivent avec les mares.

- Activités périscolaires.
- Aménagement de parcours et de sentiers patrimoniaux, sportifs et culturels.
- Chantiers-écoles.
- Entrepreneuriat d'économie sociale et solidaire.

L'aménagement de la zone Goverlo

La totalité du lieudit Goverlo est sujet à un aménagement spécifique guidé par les enjeux culturels, sociaux, historiques et environnementaux du projet. Il va de soi que les opérations qui surviendront s'inscriront dans un large panel dans lequel interagissent des éléments physiques (constructions, transformations, réfections, réhabilitations), esthétiques (harmonisation avec le milieu), artistiques (créations) et symboliques (lien avec la conscience collective).

L'enquête ethnographique conduite sur *Ma Banbou* fait ressortir des données historiques, sociales et culturelles qui constituent un excellent vivier. C'est un socle sur lequel pourront naître plusieurs types d'activités découlant des pratiques de la petite paysannerie marie-galantaise :

- Éducation environnementale : écosystème de la mare (faune, flore, cycle).
- Parcours découverte : circuits en charrette à bœufs.
- Immersion agricole : abreuvage de bœufs, puiser l'eau de la mare.
- Événements culturels : théâtre ouvert, expressions musicales, *chanté chari*⁴...
- Puiser l'eau dans la mare : cette pratique s'observe à travers deux techniques. La première, qu'on peut nommer le portage, consiste à prendre l'eau de la mare à l'aide de deux outils dédiés. Le *coui* (demi-calabasse à la taille d'un grand bol) ou le *chaspann* (bâton au bout duquel est fixé un *coui* moyen). L'eau est versée dans un récipient (sceau en fer blanc ou en plastique) qu'on porte à même la tête avec un coussin de tissu ou de feuillage. La seconde est liée à la vie paysanne. Des fûts (ancien baril de gaz oil ; grand bidon en plastique) amarrés dans une charrette à bœufs sont remplis d'eau. Cette eau transportée sert à irriguer le jardin créole et à abreuver les bœufs et autres animaux d'élevage. Encore dans les années 1980, l'eau de la mare servait aussi aux tâches domestiques (cuisine, stockage de l'eau à boire, nettoyage) et à l'hygiène corporelle.

Outre ces activités spécifiques et ritualisées, il faut aussi considérer la vie sociale et familiale des habitants. Elle fait partie intégrante du projet.

Vie sociale et familiale

La visée étant d'impliquer la population, les pratiques, postures, histoires et croyances des *moun a ma* seront prises en compte dans les actions développées. L'entrepreneuriat d'économie sociale et solidaire et les chantiers-écoles mentionnés dans les objectifs constitueront les canaux de ce volet. Les produits et les savoir-faire du terroir pourront être exploités à travers plusieurs modèles : épiceries, petits marchés, ventes ambulantes.

Quelques exemples envisageables :

- Pâtisserie sociale : gâteaux et friandises locaux (gâteau *kaka bef*, pâtés coco, goyave, ananas, banane...).

4. Le chanté chari est une pratique de labourage opérée à partir d'un attelage à bœufs de deux à quatre bêtes. Elle est encore observée sur l'île de Marie-Galante.

- Chantier-école consacré à l'aménagement du site de *Ma Banbou* (carbets, panneaux informatifs, plantations, équipement ludique et sportif).
- Jardins créoles partagés.

Par ailleurs, *Ma Banbou*, de par ses attributs et naturels, constitue avec son périmètre proche une scène propice aux activités culturelles.

Activités culturelles

Plusieurs sites de la zone Goverlo, dont celui de *Ma Banbou*, pourront servir de scènes pour des manifestations spécifiques :

- *Lewoz* (soirée tambourinée : rythmes, chants et danses *gwoka*)⁵.
- Reconstitution *véyé boukousou*.
- Théâtre ouvert.
- *Chanté chari*.

La démocratie participative comme principe guidant

Ce projet relève du champ de l'intervention sociale et s'adosse sur les principes, les méthodes et les pratiques de l'animation sociale et socioculturelle (ASSC). Il baigne ainsi dans les valeurs de l'éducation populaire, son principal objectif étant de contribuer à la régulation sociale. En somme, ce projet prône la revitalisation de la vie sociale et culturelle guadeloupéenne, l'exploitation de contextes où l'« agir » bâtirait du mieux vivre (bien-être).

Bien évidemment, c'est un projet qui repose sur le principe de la démocratie participative. Associer la population à la décision politique est une posture forte, mais l'enjeu majeur est d'accroître la légitimité et l'efficacité de l'action publique (Arnstein, 1969 ; Blondiaux, 2021).

Qui peut porter le projet ? Le centre social et l'espace de vie sociale (EVS) constituent des acteurs institutionnels potentiels. Leur cadre juridique, leur organisation administrative ainsi que les desseins sociaux et humains qu'ils s'assignent sont des atouts majeurs.

Le tissu associatif constitue aussi un riche vivier. Nous pouvons, entre autres, citer l'association Ecolambda dont la mission repose sur la valorisation et la protection de l'environnement. Ecolambda se singularise aussi à travers son histoire. Un enseignant en sciences et vie et de la terre en est le fondateur (1990). Il a étudié et aménagé un espace d'environ 10 ha contigu à la ravine *Bwaden* (Bois d'Inde) qui constitue, jusqu'à ce jour, le fief de l'association. Ce lieu, en définitive, préfigure le projet d'« autonomie énergétique ». En son centre se situe une habitation potentiellement marquée par une autosuffisance énergétique et aquatique. Nous y observons entre autres deux petites mares avec en deçà plusieurs petits bassins dégradés qui servent, en partie, à filtrer l'eau pour des usages divers. Sur ce site, on peut aussi emprunter un petit sentier (1 km), parsemé d'essences endémiques (*Bwaden* anis, citron, girôfle...), qui débouche sur un point de vue (socle bâti à partir de roches volcaniques).

À l'instar d'un écomusée, l'institution présente une dimension territoriale et mobilise, de fait, plusieurs acteurs. Ses opérations, en l'occurrence, se développeront dans plusieurs foyers d'une même zone délimitée. Goverlo, dans sa quasi-totalité, pourrait constituer ce terrain d'actions.

5. Le *gwoka* est une musique tambourinée guadeloupéenne née du contexte esclavagiste et colonial. Le *lewoz*, une soirée organisée et ritualisée, en constitue la principale expression.

Les savanes et lieux boisés, les vestiges historiques (moulins, distillerie Doro), les habitants, leurs habitations et leurs espaces de travail en seraient les composants.

Nous rappelons que les espaces de vie sociale sont gérés exclusivement par des associations locales qui veillent à l'implication et à la participation des usagers-habitants tant pour l'élaboration des projets que pour la conduite des activités ou la gestion.

À propos de l'espace de vie sociale :

L'agrément du projet social de l'espace de vie sociale d'une durée de 1 à 4 ans relève de la responsabilité du conseil d'administration de la Caf. Il permet d'ouvrir droit à la prestation de service « animation locale ». La décision d'agrément se fonde sur un socle de critères précisés dans la circulaire Cnaf n°2012 - 013 relative à l'animation de la vie sociale.

Un tel projet territorial à vocation éducative révèle un certain engagement (Gillet, 1995), qui pourrait être entendue comme une faiblesse mais qui s'avère tellement utile.

Conclusion

Face aux incohérences et aux ambivalences sociétales, le projet éducatif territorial constitue pour l'animation sociale et socioculturelle un levier approprié. Néanmoins, l'instauration de ces actions fédératrices est profondément soumise à l'implication de la gouvernance politique (Denoix de Saint Marc, 2016). C'est précisément là que se dessine un des grands chantiers de l'ASSC. Comment doit-elle œuvrer pour fondre dans les politiques publiques ses valeurs humanistes ? Face au rôle centralisateur de l'État, le chantier est forcément truffé d'embûches mais le canal de la gouvernance locale, assorti d'un modèle de démocratie participative adapté, est une réponse prometteuse.

Force reste aux États-nations, mais leur hégémonie ne suffit plus à ordonner le monde. Ils sont plongés dans un modèle financiarisé (Chiapello, 2017) au sein duquel de grands groupes privés n'hésitent pas à faire valoir leurs intérêts partisans. Dans une posture schizophrénique, l'État défend les intérêts de l'institution familiale et contribue au gré d'une politique libérale à développer des dispositifs pourvoyeurs à terme de disparités sociales et économiques. Et, l'interdépendance exacerbée des relations sociales (Mauss, 2012) invite tous les acteurs institutionnels et informels à s'inscrire dans une démarche transversale, une manière de faire où les liens entre toutes les situations sociales seraient enfin admis. En clair, la performance et la cohérence de l'agir ne seront viables qu'avec la prise en compte de tous les contextes sociaux, économiques et culturels des territoires. Alors, la voie de la territorialisation des stratégies d'éducation, d'accompagnement et de développement apparaît comme une réponse adaptée.

Le grand chantier passe par la coopération avec les acteurs politiques. Travailler pour sortir leurs discours de l'intentionnalité (les sommets internationaux, à l'instar de la Conférence des Parties /COP, ne parviennent que très rarement à des consensus notables) et les ancrer dans des actions territoriales portées par un modèle de démocratie participative ou les habitants arborent le statut de partenaires.

Bibliographie

- Arnstein, S, 1969, A ladder of citizen participation. *Journal of American Institute of Planners*, n°35/4, p. 216-224.
- Chiapello, E, 2017, La financiarisation des politiques publiques. *Revue Mondes en développement*, p. 23-40.
- Denoix de Saint-Marc, R, 2016, *L'État. Que sais-je ?* Presses universitaires de France.
- Durkheim, E, 1985, *Éducation et sociologie*. Presses universitaires de France.
- Gillet, J-C, 2006, *L'animation en questions*. Éditions Érès.
- Gillet, J-C, 1995, *Animation et animateurs – Le sens de l'action*. L'Harmattan.
- Guédon, R, 2023, *La crise du monde moderne*, Éditions l'Alchimiste.
- Pascal, H, 2014, *Histoire du travail social en France de la fin du XIX^e siècle à nos jours*. Presses EHESP.
- Perret, B, 2018, Sortir du consumérisme est devenu vital. *Revue Projet* n°367, p. 14-19.
- Mauss, M, 2012, *Essai sur le don – Forme et raison de l'échange* dans les sociétés archaïques. Presses universitaires de France.
- Verrier, C, 2019, Éducation populaire, dans *Vocabulaire des histoires de vie et de recherche biographique*. Éditions Érès.

Sitographie

- Blondiaux, L., *La démocratie participative : une réalité mouvante et un mouvement sensible*. Publié le 26 mars 2021 (vie-publique.fr/dexpert/279196-la-democratie-participative-par-loic-blondiaux)